

## UN APPEL DU COMITE NATIONAL DU BDS

### Le Massacre de la Flottille de la Paix par Israël souligne l'urgence d'une intensification de la campagne de boycott

14 JUIN 2010

*Palestine Occupée, 8 juin 2010* – A la lumière du massacre par Israël des travailleurs de l'aide humanitaire et des militants à bord de la Flottille de la Liberté, le 31 mai 2010, et de sa persistance à maintenir son siège illégal sur Gaza, faire pression sur Israël pour qu'il se conforme à ses obligations en vertu du droit international est devenu une urgence indéniable. Ivre de pouvoir et d'impunité, Israël a ignoré les récents appels du Secrétaire Général des Nations-Unies ainsi qu'un quasi consensus des gouvernements du monde entier à mettre fin à son siège mortel, imposant ainsi à la société civile internationale la responsabilité morale de lui faire rendre des comptes au nom du droit international et de mettre fin à son impunité criminelle. La campagne mondiale, sous direction palestinienne, pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions (BDS) contre Israël a montré la voie la plus efficace pour y parvenir.

Le blocus continu d'Israël sur les biens essentiels que sont la nourriture, la santé, les fournitures éducatives et le matériel de construction n'est pas seulement immoral : c'est une forme grave de punition collective, un crime de guerre strictement interdit par l'Article 33 de la Quatrième Convention de Genève. Il provoque une pauvreté de masse, une contamination de l'eau, un effondrement environnemental, des maladies chroniques, une dévastation économique et des milliers de morts. Ce siège médiéval qui dure depuis trois ans contre 1,5 million de Palestiniens à Gaza a été fermement condamné par des experts juridiques éminents, dont le rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme dans les territoires palestiniens, le professeur Richard Falk, qui l'a décrit comme « un génocide lent. »

Les attaques largement condamnées d'Israël contre les bateaux non armés de la Flottille de la Liberté sont, comme le disent des experts juridiques internationaux [1], une violation tant du droit maritime international que de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer, qui déclare que « la haute mer doit être affectée à des fins pacifiques. » Selon l'article 3 de la Convention de Rome pour la suppression des actes illégaux contre la sécurité de la navigation maritime de 1988 :

*« Commet une infraction pénale toute personne qui illicitement et intentionnellement :*

*a) s'empare d'un navire ou en exerce le contrôle par violence ou menace de violence, (...)*

*b) blesse ou tue toute personne, lorsque ces faits présentent un lien de connexité avec l'une des infractions prévues aux alinéas a) à f), que celle-ci ait été commise ou tentée. »*

Comme l'ont confirmé les experts en droit international, il n'y a absolument aucune justification juridique à l'acte d'agression d'Israël contre des bateaux civils internationaux transportant de l'aide humanitaire et de l'aide au développement à des civils souffrant sous une occupation et un blocus manifestement illégal, qui a engendré une catastrophe humanitaire, provoquée par l'homme et délibérément prolongée. Notre réponse doit être proportionnée aux souffrances terribles qui résultent de ce siège ainsi que de décennies du système israélien d'oppression à maints niveaux.

La réaction de la communauté internationale et de tous les peuples du monde doit replacer les dernières atrocités israéliennes dans le contexte de décennies d'impunité israélienne, que lui garantissent les gouvernements occidentaux et, ces derniers temps, les Nations-Unies. Depuis la Nakba, l'établissement d'Israël par la dépossession et le nettoyage ethnique d'une majorité de la population palestinienne indigène, Israël a été autorisé à nier à plus de 6 millions de réfugiés leur droit, reconnu par les Nations-Unies, à revenir dans leurs maisons d'origine. Dans la même période, Israël s'est arrangé pour s'en tirer avec son système de discrimination raciale légalisée et institutionnalisée, conforme à la définition de l'apartheid selon la Convention internationale pour la prévention et la punition du crime d'apartheid de 1948. [2] Depuis exactement 43 ans, Israël maintient son occupation de la Cisjordanie, y compris Jérusalem et Gaza, et continue d'étendre ses colonies illégales, commettant des violations graves du droit international et des crimes de guerre en toute impunité. Même la décision de 2004 de la Cour internationale de justice, qui a déclaré illégaux le mur et les colonies de peuplement d'Israël et a directement appelé tous les Etats à mettre fin aux deux, a été ignorée.

Aujourd'hui, nous voyons des signes que le soutien inconditionnel donné à Israël depuis des décennies par la communauté internationale pour lui éviter de rendre des comptes ou d'être critiqué, se fissure. Le massacre de la Flottille par Israël a provoqué des sanctions internationales, dont la suspension des relations diplomatiques avec Israël par le Nicaragua [3], le rappel par l'Afrique du Sud [4] et la Turquie [5] de leurs ambassadeurs respectifs à Tel Aviv, ainsi qu'un appel unanime, au parlement turc, pour « revoir les relations politiques, militaire et économiques avec Israël », et pour « réclamer justice contre Israël auprès des instances juridiques nationales et internationales. » [6] De plus, le Ministre de l'Education de Norvège et le chef du parti de la gauche socialiste, Kristin Halvorsen, ont reconfirmé l'embargo de la Norvège sur la livraison d'armes à Israël et ont appelé tous les autres Etats à « suivre la position norvégienne qui exclut le commerce des armes avec Israël. » [7]

La société civile internationale a aussi répondu promptement et efficacement à l'attaque d'Israël sur la Flottille. Le Syndicat suédois des ouvriers portuaires a suivi l'appel du BNC [8] en décidant de bloquer toute cargaison allant ou venant d'Israël du 15 au 24 juin. [9] Le Congrès des Syndicats sud-africains (*South African trade union federation – COSATU*) a appelé à un « soutien plus grand

pour la campagne internationale de boycott, désinvestissement et sanction contre Israël, » exhortant « tous les Sud-Africains à refuser d'acheter ou de manipuler tous produits en provenance d'Israël ou de traiter avec des entreprises israéliennes. » [10] Le *Syndicat sud-africain des transports (South African Transport and Allied Workers' Union – SATAWU)* - un des pionniers du boycott contre le commerce maritime israélien en février 2009 qui a refusé de décharger un navire à Durban - a lui aussi repris l'appel BNC et a appelé ses membres « à empêcher tout navire israélien de charger ou de décharger » et a appelé ses collègues syndicalistes « à ne pas les manipuler. » [11] Le *Syndicat sud-africain des travailleurs municipaux (South African Municipal Workers Union – SAMWU)* a appelé à l'unanimité à faire de chaque municipalité d'Afrique du Sud une zone sans Israël-Apartheid. [12] Le *plus important syndicat de Grande-Bretagne, Unite*, a voté à l'unanimité, lors de sa première conférence politique à Manchester, une motion BDS pour boycotter toutes les compagnies israéliennes . [13] La *plus importante Fédération syndicale de Norvège, LO*, qui comprend presque un cinquième de la population norvégienne, a appelé le State Pension Fund, le 3ème au monde, à désinvestir de toutes les compagnies israéliennes. [14] Un sondage lancé après l'attaque de la Flottille montre que plus de 42% des Norvégiens soutiennent maintenant un boycott total des produits israéliens. [15]

D'importantes personnalités culturelles se sont exprimées. L'écrivain britannique de renommée mondiale, *Iain Banks*, a écrit dans *The Guardian* que la meilleure manière pour les artistes, les écrivains et les universitaires internationaux de « convaincre Israël de sa dégradation morale et de son isolement éthique » est « tout simplement de n'avoir plus rien à faire avec cet État hors-la-loi. » [16] Les *Klaxons et Gorillaz Sound System* ont annulé leurs concerts prévus en Israël à cause de l'attaque de la Flottille [17], et les *Pixies* ont fait de même [18]. L'écrivain best-seller mondial, le suédois *Henning Mankell*, qui était à bord de la Flottille de la Liberté lorsqu'elle a été attaquée, a appelé à des sanctions mondiales de type Afrique du Sud contre Israël en réponse à sa brutalité. [19] L'auteur états-unienne de best-sellers *Alice Walker* a rappelé au monde le facteur déclenchant que fut Rosa Parks et le boycott de la compagnie raciste d'autobus lancé par Martin Luther King à Montgomery, Alabama, pendant le mouvement pour les droits civiques, et a appelé, comme un devoir moral, à un large soutien du BDS contre Israël . [20]

Le Comité National Palestinien BDS (BNC) accueille chaleureusement ces positions et actions internationales courageuses, fondées sur des principes, et efficaces pour mettre fin au siège d'Israël et à son impunité criminelle. Nous saluons les artistes, les sportifs et les syndicats qui reprennent les appels de la société civile palestinienne pour une solidarité efficace avec le peuple palestinien sous la forme du BDS.

## **Aujourd'hui, nous appelons :**

- ▶ **Les syndicats de dockers**, partout, à reprendre l'appel [21] diffusé le 7 juin 2010 par le mouvement syndical palestinien tout entier à bloquer le chargement et le déchargement des bateaux israéliens.
- ▶ **Les autres syndicats** à soutenir le BDS en appliquant un boycott des produits israéliens et en désinvestissant leurs fonds de pension de toutes les actions dans les compagnies israéliennes et internationales qui tirent des profits de l'occupation et de l'apartheid israéliens. Nous appelons aussi les syndicats internationaux à suivre l'exemple historique du syndicat universitaire britannique, UCU, qui a décidé [22] le 31 mai de rompre tous liens avec Histadrut, avant même que la déclaration d'Histadrut [23] justifiant le massacre de la Flottille par Israël ne soit publiée. Le mouvement syndical palestinien, représenté dans sa totalité au BNC, condamne avec force la dernière défense des crimes de guerre israéliens par Histadrut. La Fédération générale des syndicats de Palestine (Palestine General Federation of Trade Unions – PGFTU), par exemple, a accusé [24] l'Histadrut de se cacher « derrière une coopération syndicat par syndicat pour justifier les attaques brutales contre des civils qui essayaient d'offrir une aide humanitaire à 1,5 million de Palestiniens, pour la plupart des ouvriers, à Gaza. » Il est important de noter que l'Histadrut a défendu les crimes de guerre d'Israël à Gaza en 2008-2009. [25]
- ▶ **Les gouvernements** à mettre immédiatement fin à toute collusion avec le blocus illégal d'Israël dans la Bande de Gaza et à faire pression sur Israël pour garantir un accès illimité et la liberté de mouvement des personnes et des produits entrant et sortant de la Bande de Gaza. Les gouvernements qui soutiennent le droit international et les droits de l'homme sont exhortés à mettre en place un embargo total du commerce des armes avec Israël et une interdiction du commerce avec les colonies.
- ▶ **Les gens de conscience** à faire pression sur les gouvernements pour suspendre immédiatement le commerce des armes avec Israël, mettre en œuvre des sanctions commerciales, et traîner en justice tous les responsables israéliens et le personnel militaire qui ont pris la décision et/ou mis en œuvre ce dernier massacre, ainsi que les crimes de guerre antérieurs.
- ▶ **Les organisations de la société civile** – y compris les groupes religieux, les universités, les syndicats, les associations féminines, les groupes d'étudiants, les associations universitaires, etc. – à désinvestir leurs institutions et leurs fonds de pension de tout investissement dans les compagnies israéliennes et internationales complices du maintien de l'occupation, de l'apartheid et de la violation du droit par Israël, et à boycotter les produits israéliens. De plus, nous leur demandons de faire pression sur leurs gouvernements pour mettre fin aux accords de libre échange avec Israël, et d'appliquer immédiatement un embargo

sur les armes, comme demandé auparavant par Amnesty International après l'opération Plomb Durci [26].

### **Nous appelons en particulier :**

► **L'Union européenne** à refuser de renouveler le Plan d'Action UE-Israël et à suspendre l'Accord d'association UE-Israël ; les **États du Mercosur** à suspendre les accords de libre échange avec Israël ; **l'Inde** et **le Chili** à mettre fin à toutes négociations sur les accords de libre échange avec Israël.

► La **Turquie**, la **Grèce** et **l'Irlande**, en tant qu'États dont les bateaux civils ont été illégalement attaqués dans les eaux internationales par Israël, à lancer des poursuites par tous les moyens légaux possibles pour qu'Israël soit traîné en justice pour ce crime de guerre, et à suspendre tous les accords bilatéraux avec Israël jusqu'à ce qu'il respecte le droit international.

► **La fin du commerce des armes et des liens militaires** : en particulier pour **l'Inde**, la **Turquie** et le **Brésil** – les trois plus importants importateurs d'armes israéliennes [27] – et la dénonciation de tous les liens militaires et les contrats d'armement avec Israël.

► **Le Mouvement des Non-Alignés (MNA)** à mettre en pratique ses appels à l'interdiction des produits coloniaux, au refus d'entrée aux colons, et à des sanctions contre les compagnies/entités impliquées dans la construction du mur et des colonies, appels diffusés à maintes reprises lors des réunions du MNA depuis 2004 [28].

► **Le Parlement sud-africain** à rejoindre la lutte contre l'apartheid israélien, d'abord en excluant des marchés publics les compagnies israéliennes et internationales impliquées dans l'occupation et l'apartheid. Nous l'exhortons également à prendre l'initiative d'un embargo mondial sur les armes israéliennes et d'une interdiction graduelle des produits israéliens. Le commerce du diamant avec Israël doit graduellement cesser, en développant des ateliers de polissage en Afrique du Sud, plutôt que de permettre à Israël d'exploiter les diamants bruts sud-africains, faisant ainsi d'énormes profits dans le processus de polissage.

► **Les Etats arabes** à mettre fin aux accords diplomatiques et commerciaux existants avec Israël et à exclure des marchés publics toutes les compagnies internationales impliquées dans les violations israéliennes du droit international et des droits de l'homme, en particulier Veolia, Alstom, Lev Leviev, Caterpillar, Motorola, Volvo, etc. L'Égypte doit ouvrir définitivement le Passage de Rafah.

► **Les Syndicats** qui participeront à la prochaine conférence de la Confédération syndicale internationale (CSI) à Vancouver à endosser le BDS et à rompre les liens avec l'Histadrut.

Comme l'a dit Nelson Mandela, la justice pour le peuple de Palestine est devenue « la question morale la plus importante de notre temps. » Le siège brutal d'Israël contre Gaza est aujourd'hui la plus grave et la plus urgente de toutes les injustices israéliennes contre le peuple palestinien.

**Le BNC appelle les personnes de conscience et les groupes de citoyens du monde entier à intensifier les campagnes BDS contre Israël, moyen le plus efficace pour mettre fin au siège et pour tenir Israël pour responsable devant le droit international, dans la recherche d'une paix juste.**

## Comité National du BDS (BNC)

Traduction de l'anglais par MR pour *ISM France* et *Gulagnik* (14.06.2010) :

<http://gulagnik.wordpress.com/2010/06/14/le-massacre-de-la-flottille-de-la-paix-par-israel-souligne-l%E2%80%99urgence-de-l%E2%80%99intensification-de-bds/> (révisée par JPH).

Texte original en anglais (08.06.2010) :

<http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=1272>

[1] L'expert juridique international renommé, le professeur Ben Saul, par exemple, a commenté l'attaque de la flottille en ces termes : « *Ce dernier épisode triste et choquant est un rappel du peu de cas que fait Israël de la vie des autres, de son mépris total de l'opinion internationale et de son incivilité comme un hors-la-loi de la communauté internationale.* »

<http://www.abc.net.au/unleashed/stories/s2915343.htm>

Des avocats britanniques éminents sont arrivés à la même conclusion dans une lettre au Times :

<http://www.timesonline.co.uk/tol/comment/letters/article7142646.ece>

Ainsi que des professeurs néerlandais en droit international dans une lettre à NRC Handelsblad :

<http://www.iss.nl/News/Karin-Arts-co-authors-letter-about-Israel-for-Dutch-newspaper>

[2] <http://untreaty.un.org/cod/avl/ha/cspca/cspca.html>

[3] [http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3897773\\_00.html](http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3897773_00.html)

[4] [http://www.bloomberg.com/apps/news?sid=a\\_vBbjBZJ6LM&pid=20601087](http://www.bloomberg.com/apps/news?sid=a_vBbjBZJ6LM&pid=20601087)

[5] <http://www.todayszaman.com/tz-web/news-212110-100-ambassador-celikkol-back-in-ankara-for-consultations.html>

[6] <http://www.news-gazette.com/news/news/2010-06-02/turkeys-parliament-wants-review-israeli-ties.html>

[7] <http://www.swedishwire.com/nordic/4809-norway-calls-for-boycott-on-arms-to-israel>

[8] <http://www.bdsmovement.net/?q=node/710>

[9] <http://ibnkafkasobiterdicta.wordpress.com/2010/06/03/the-swedish-dockers-union-decides-on-a-blockade-against-israeli-ships-and-goods/>

[10]

<http://www.cosatu.org.za/show.php?include=docs/pr/2010/pr0531d.html&ID=3395&cat=COSATU%20Today>

[11] <http://groups.google.com/group/cosatu-press/msg/a2ff0baff48201c4?pli=1>

[12] [http://www.samwu.org.za/index.php?option=com\\_content&task=view&id=621&Itemid=1](http://www.samwu.org.za/index.php?option=com_content&task=view&id=621&Itemid=1)

[13] <http://www.thejc.com/news/uk-news/32579/unite-votes-boycott-israel>

[14] <http://www.nrk.no/nyheter/norge/1.7148110>

[15] [http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3898052\\_00.html](http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3898052_00.html)

[16] <http://www.guardian.co.uk/world/2010/jun/03/boycott-israel-iain-banks>

[17] <http://www.haaretz.com/news/national/klaxons-and-gorillaz-sound-system-cancel-israel-shows-apparently-due-to-gaza-flotilla-raid-1.294191>

[18] <http://www.abc.net.au/news/stories/2010/06/06/2919568.htm?section=justin>

[19] <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/middleeast/palestinianauthority/7795692/Gaza-aid-flotilla-Henning-Mankell-calls-for-sanctions-on-Israel.html>

[20] <http://electronicintifada.net/v2/article11319.shtml>

[21] <http://www.bdsmovement.net/?q=node/712>

[22] <http://www.ipost.com/International/Article.aspx?id=177210>

[23] <http://www.unions.org.il/BRPortal/br/P106.jsp?id=7642>

[24] <http://www.pqftu.org/ensite/news.php?action=view&id=76>

[25] [http://www.labourstart.org/israel/Histadrut\\_on\\_Gaza.pdf](http://www.labourstart.org/israel/Histadrut_on_Gaza.pdf)

[26] <http://www.amnesty.org/en/news-and-updates/news/arms-embarqo-vital-gaza-civilian-toll-mounts-20090115>

[27] Voir : Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI),  
<http://armstrade.sipri.org/armstrade/page/values.php>

[28] Soixantième session de l'Assemblée générale du Conseil de Sécurité des Nations Unies : page 96 de l'Annexe II – Réunion ministérielle du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés, Putrajaya (Malaisie), 27-30 mai 2006. Déclaration sur la Palestine, 7. b)

*« En ce qui concerne les États Membres, les ministres les ont invités à prendre des mesures, y compris par voie législative, individuellement, collectivement et sur le plan régional, pour éviter que les produits des colonies de peuplement israéliennes illégales n'entrent sur leurs marchés, conformément aux obligations en vertu des traités internationaux, interdire aux colons israéliens l'entrée sur leur territoire et imposer des sanctions aux entreprises et entités participant à l'édification du mur et à d'autres activités illégales dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est ; »*

<http://unispal.un.org/UNISPAL.NSF/0/4B3B9C4D7017D42D8525722700520F5F>